Retour sur et recours à l'histoire ouvrière et socialiste dans les années 1970

Vincent Chambarlhac

▶ **To cite this version:**

Vincent Chambarlhac. Retour sur et recours à l'histoire ouvrière et socialiste dans les années 1970. Dissidences, 2014, 7. hal-01773974

HAL Id: hal-01773974

https://u-bourgogne.hal.science/hal-01773974

Submitted on 27 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Retour sur *et* recours à l'histoire ouvrière et socialiste dans les années 1970[1]

Vincent CHAMBARLHAC

Le titre mérite explication dans le cadre de ce séminaire consacré à « Histoire, socialisme et éducation ». En choisissant d'interroger le retour et les recours à l'histoire ouvrière dans les années 1970, je travaille évidemment en oblique la chronologie de votre séminaire, questionnant les liens entre socialisme et éducation entre 1830 et 1914 au titre des usages politiques qui les instruisent au mitan des années 1970. C'est donc d'un certain regard, inscrit dans l'entre-deux-mai, qu'il est question ici. Le retour vaut là recours dans une séquence restauratrice qui connaît son acmé avec la fameuse polémique de 1979 initiée par Alain Decaux et l'APHG sur l'enseignement de l'histoire/géographie [Chambarlhac, 2012]; peu importe que ce recours échoue, il indique un moment politique de la gauche. Retour et recours au socialisme du XIXe siècle composent avec l'École, lieu saturé de politique, mais aussi et surtout sans doute dans la réactualisation par le discours anti-autoritaire de 1968 avec la maxime de la Ie Internationale, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Une approche éditoriale permet de cerner au plus près des acteurs cette dialectique du retour et des recours, elle introduit le questionnement de ces figures exhumées d'un socialisme d'éducation largement pré-marxiste.

Une séquence politique et éditoriale

L'histoire ouvrière est centrale dans les années 1970 [Antoine Prost, 2006]. Cette centralité déborde largement le champ scientifique, l'époque redécouvre par ses écrits le mouvement ouvrier et socialiste du XIXe siècle. On citera notamment le travail éditorial de Maspero avec sa collection Actes et mémoires du peuple (1975), avec les essais relatifs à l'éducation dans la Petite collection Maspero… Ce massif serré de publications construit le XIXe siècle ouvrier en recours. Le terme implique logiquement une situation inédite, où l'histoire, si elle n'est pas leçon, vaut pourtant qu'on la médite.

Ce recours s'entend dans l'horizon des suites de Mai 68 et du procès du marxisme autour de 1974. Plusieurs facteurs s'additionnent dans ce mouvement. Au plus près des lendemains de Mai, l'échec de ce que les contemporains lurent comme séquence révolutionnaire implique l'analyse et le procès du marxisme-léninisme. Celui-ci, on le sait, avait été déjà soumis aux feux critiques de l'althussérisme comme du maoïsme avant Mai 68; après Mai, la notion même d'avant-garde du prolétariat se discute d'autant plus que l'althussérisme, pour une part de la mouvance gauchiste, se lit comme un discours d'ordre [Rancière, 2012]. Les suites de Mai et la recomposition politique qu'elles enjoignent questionnent le marxisme dans sa variante communiste. Cette interrogation prend la forme d'un intérêt renouvelé porté à d'autres traditions du mouvement ouvrier français. Quitte à les inventer, à l'image de la construction intellectuelle de la Deuxième gauche au sein du Parti socialiste depuis les Assises (1974), qui se donne à voir dans le discours de Michel Rocard à Nantes sur les « deux cultures » [Chambarlhac, 2011 (a)]. Les rythmes de cette recomposition en cours du politique résonnent également des conflits sociaux, dont Lip, qui promeuvent alors une nouvelle forme de politisation et de syndicalisation. L'effet Lip se découpe contextuellement sur la phase d'insubordination ouvrière des années 1962/1974 [Vigna, 2007], constituant d'ailleurs l'une de ses inflexions majeures. Celle-ci accompagne l'ancrage de la CFDT dans les traditions du mouvement ouvrier par le biais, notamment de Jacques Julliard acteur syndical et historien [Maire, 2008]. Si ce retour au mouvement ouvrier du XIXe siècle dans le dispositif de la Deuxième gauche prend la forme de l'invention d'une tradition [Hobsbawm, 1983], et irrigue une part de la réflexion du parti socialiste qui devient dans cette décennie le lieu de l'union de la gauche, il se déploie dans l'espace du gauchisme sous des formes plus intempestives qui constitueront le cœur de ce propos..

Le reflux du gauchisme, signifié par les funérailles de Pierre Overney le 4 mars 1972, se redouble de l'effet de vérité de Lip en 1974, pour indiquer à ceux qui méditent l'expérience de Mai sans succomber aux sirènes d'une Nouvelle philosophie qui va bientôt s'ébrouer [Christofferson, 2009], la nécessité de penser autrement l'action révolutionnaire : dans le lexique radical, la révolte prend le pas sur la révolution.

« L'initiative des Lip ramenait au premier plan l'idée d'une tradition autonome de lutte ouvrière, refusant de séparer l'économie et la politique, la lutte revendicative et l'association ouvrière de production, le combat présent et l'anticipation d'un monde à venir. Elle invitait à reconsidérer des traditions ouvrières battues en brèche par la vision stratégique du marxisme et par sa stricte séparation entre la lutte économique et la lutte politique : celle de l'association ouvrière et du syndicalisme révolutionnaire2. »

Jacques Rancière rend compte a posteriori, par cette courte citation, des conditions de naissance du séminaire qu'il anime avec Alain Faure sur la parole ouvrière à Vincennes. Celui-ci n'est que l'un

des pôles d'un dispositif plus ample, et plus mouvant également, qui maille les conditions d'un retour/ recours à l'histoire du mouvement ouvrier au XIXe siècle entre pratique réflexive sur le mouvement ouvrier et réflexion critique sur ce moment de restauration intellectuelle que serait la décennie 1970. Le mouvement est collectif, original, en partie oublié par l'historiographie hors les travaux de Kristin Ross [Ross, 2005]. Trois revues l'accompagnent. Le Peuple français (qui devient Gavroche en 1981) fondé en 1971 qui s'efforce de retrouver une mémoire populaire des luttes, distincte de l'histoire officielle, constitue la plus ancienne. Elle se double de deux fondations quasi simultanées en 1975, Les Cahiers du Forum-histoire, Les Révoltes logiques. Expression d'un collectif qui nait à Paris VII les 24 et 25 mai 1975, les Cahiers du Forum-histoire s'organisent notamment autour de Jean Chesneaux dans la droite ligne d'un manifeste préalable qui vise l'histoire académique :

« Les historiens devraient d'abord se définir par rapport à leur temps, regarder en face leur engagement social et ses implications pour le travail historique. Ce qui conduit à renoncer à un discours historique unifiée et conciliateur, dans une société divisée. (…) Pour montrer à Le Goff, Nora, et leurs collègues qu'il existe une façon radicalement différente de faire de l'histoire, il faut dépasser la « pratique théorique » mise à la mode par les althussériens. Il faut passer plus de temps avec ceux qui « font l'histoire » au plein sens du mot, et un peu moins avec ceux qui se contentent de « faire de l'histoire ».3».

On retrouve ici le souci de la proximité populaire déjà présent dans Le peuple français, comme la volonté de construire une histoire dictée par les sommations politiques du présent. Les troupes de Forum-histoire, comme celles du Peuple français, sont majoritairement composées d'enseignants. Le collectif des Révoltes logiques marque un écart face à ses deux revues puisqu'il se saisit de l'histoire ouvrière par le biais du questionnement philosophique de l'égalité et renonce, bien plus explicitement que ses homologues, à produire une autre histoire, s'intéressant davantage à la discontinuité des expériences historiques, leur irréductibilité dès lors qu'elles se lisent par le prisme de la révolte. Ces revues se conçoivent comme des « petites machines de guerre » contre l'ordre politique. Elles naissent du reflux gauchiste, s'inscrivent peu ou prou dans une mouvance maoïste où l'expérience de l'établissement (effectuée, fantasmée, méditée) a constitué l'une des modalités de la rencontre avec le peuple où les prétentions avant-gardistes se dissipent. Lorsque le temps de la récupération se déploie autour de 1974 pour reprendre les mots du manifeste des Révoltes logiques, cette pratique du rapport au peuple se love dans l'attention portée à la mémoire populaire et ses épisodes (Peuple français, Révoltes logiques) comme dans la critique portée aux institutions qui codifient l'histoire : l'École, l'Université (Les Cahiers du Forum histoire). Ces collectifs s'inspirent alors des radical caucus américains4, mais ils en rabattent le propos sur les enjeux mêmes d'une

histoire populaire propre à inscrire les luttes contemporaines et leur radicale étrangeté en regard de l'histoire codifiée du mouvement ouvrier, dans une autre histoire, une autre mémoire. L'École, et la question de l'enseignement, sont doublement au cœur de cette visée. D'une part la modernisation giscardienne bouleverse les équilibres de cette institution déjà déstabilisée par la massification et les effets de mai 68 ; d'autre part, l'École est l'une des productrices d'un discours historique de restauration, sinon son expression même. L'éditorial inaugural du Peuple français l'affirme :

« Le peuple, dans ce théâtre inventé de toutes pièces [l'histoire scolaire, nda] sert de figurant, il ne tient que les petits rôles, chair à canon et piétaille dans les batailles, badauds applaudissant les rois ou les présidents, populace fanatisée dans les révolutions. Le peuple ne serait qu'un immense troupeau, mais un troupeau doué de certaines qualités : débrouillard, cartésien, patriote, et de plus ayant la chance d'habiter l'un des pays les plus favorisés de la planète. Nous avons en effet la chance d'habiter un hexagone harmonieux5 ».

On voit là que pour ces collectifs, dont certains, suivant Chesneaux, pratiquent une « histoire-guérilla6 », l'histoire est une ressource et l'École un lieu politique : celui du rapport des petites patries à la patrie, celui d'un discours d'ordre. Cette problématique pose le XIXe siècle ouvrier doublement en recours. Il est d'une part celui d'avant la mise en ordre du grand récit marxiste par le mouvement communiste au XXe siècle dont les effets de Mai instruisent la critique : les expériences ouvrières d'antan sont donc convoqués dans l'horizon de cette critique. Il est d'autre part celui des révolutions de 1830, 1848, de la Commune, et non celui de la IIIe République qui également codifie, par l'histoire scolaire, la place du mouvement ouvrier dans l'avènement du récit républicain ; Mai 68 est aussi dans et hors de l'enceinte scolaire le moment d'une critique radicale de ces institutions. L'École est ensuite soit par l'argument de la modernité giscardienne, soit par l'agrégat des opposants à celle-ci, le lieu d'une restauration du rapport de l'éducation au régime – le jeu étant ici à somme nulle. Aussi, peu ou prou, tout à leur travail d'exhumation d'une autre mémoire, discontinue, et à la réflexion critique que celle-ci implique sur la société et ses institutions, ces collectifs tendent à montrer par l'histoire que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La proposition en elle-même contient à la fois la logique d'abolition des distinctions dans le champ de la pratique de l'histoire entre professionnels et amateurs (Cahiers du Forum-histoire, Peuple français) et l'intérêt soutenu à la proclamation intempestive de l'égalité sur la scène des luttes comme de l'éducation (Révoltes logiques). Qualifier d'utopiques ces propositions qui ne mordirent qu'un temps sur l'institution scolaire [Chambarlhac, 2001 (b)] oublie le mouvement de redécouverte du XIXe siècle ouvrier tel qu'entendu par l'après-mai : « les extravagances d'un temps ne sont jamais que des variations sur ce que ce temps rend pensable, sur le sens du possible que ses énergies produisent » [Rancière, 2012 ; p. 12].

L’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes

La devise de l’Internationale construit en grande partie le recours de ces collectifs au XIX^{e} ouvrier : sur le plan des luttes, comme sur celui de l’éducation, le présupposé de l’égalité arme ce recours. Ces recours sous les auspices de la devise composent sans doute aussi avec l’écho de l’ouvrage d’Edward P. Thompson *The Making of the English Working Class* (1963)[7]. Une figure, parmi l’ensemble des redécouvertes permises par cette nouvelle problématisation, résume pour partie ce recours dans les liens du socialisme et de l’éducation : l’instituteur-artisan, l’instituteur bistrot.

A l’automne 1976, la troisième livraison des *Révoltes logiques* comprend un long article sur « la liquidation des instituteurs-artisans » de Jean Ruffet. L’instituteur-artisan, ou bistrot, est celui mis en place dans les communes autour de l’An II. A une activité artisanale de manuel, il adjoint une activité d’enseignement, intellectuel. Les instituteurs-artisans que présentent Jean Ruffet sont tisserand, paysan, vigneron, et enseignant. A partir de 1830, ils sont peu à peu expulsés de cette fonction par un corps d’inspection qui sur le cours du siècle ne va pas cesser de « normaliser » et « fonctionnariser » l’enseignement, traçant une frontière toujours plus étanche entre le manuel et l’intellectuel[8]. L’article de Jean Ruffet s’efforce de saisir les raisons de ce retournement, voulu d’en haut mais appuyé également par une part des bourgeoisies locales, dans lequel l’auteur discerne l’irruption d’une morale industrielle et les prodromes du mythe de l'École qui socialement promeut par la sélection, le classement. L’article trouve des échos dans le collectif Forum-histoire, l’instituteur-bistrot devenant pour lui une référence. Pour Jean Ruffet, le rappel de cette figure oubliée répond aux sollicitations contemporaines :

« Une dernière remarque : pourquoi en 1976 avoir rouvert le dossier des instituteurs-artisans ? Quelle quête d’utopie nous a poussé vers eux ? La crise actuelle et le statut de plus en plus étroit de l’instituteur public souvent dépossédé de son école à classe unique, regroupé dans les bourgs les plus importants, contrôlé par un directeur en attendant d’être noté à l’image des professeurs de l’enseignement secondaire par ce supérieur inattendu, mieux surveillé que jamais quand les nouvelles cités scolaires s’édifient à proximité immédiate des gendarmeries. Et les enfants dans tout cela ? Recueillis chaque matin par un car de ramassage, ils vont à plusieurs kilomètres écouter un maître, soumis très tôt à des programmes, à un horaire qui préparent à ceux des usines.[9] »

En écho, revenant sur la trajectoire de Forum-histoire, Jean Chesneaux inscrit cet intérêt dans la

logique de l’histoire de l’éducation :

« Les instituteurs bistrots n’ont pas retenu l’attention des historiens de l’éducation tels que G. Duveau ou A. Prost. Le rituel universitaire ne les a guère honorés : ni thèses, ni colloques, ni monographies érudites. Car presque toujours l’histoire de l’enseignement fonctionne en France comme un discours de légitimation diachronique. (…). Ce discours historique à tonalité idéologique sinon téléologique aboutit ainsi à valoriser le modèle scolaire dominant, celui du présent comme ceux du passé, à valoriser aussi les enseignants qui en sont les vecteurs irremplaçables et honorés. Les déviants, tels les instituteurs-artisans n’ont pas de place dans ce discours gradualiste et fonctionnaliste [Chesneaux, 2004, p. 254]. »

Les deux citations s’informent mutuellement mais taisent une partie du rapport de l’époque à cette figure. Certes, le retour à celle-ci peut s’entendre sur fond d’exode rural, de modernisation des campagnes et de collège unique ; certes elle se prête efficacement à la dénonciation d’une histoire de l’éducation imprimée par le haut dans les termes de l’auteur de *Du passé faisons table rase ?* (1976). Pour autant, le recours à la figure de l’instituteur-bistrot s’inscrit idéalement dans la logique de la devise de l’Internationale. Manuel et intellectuel, il abolit toute distance avec les élèves et compose sans doute dans cette perspective l’un des hérauts du refus de parvenir. L’expression est l’une des maximes du syndicalisme révolutionnaire, portée par les instituteurs compagnons de ce mouvement ; contrairement aux recompositions communistes des années Trente, elle ne saurait exactement se fondre dans l’ouvriérisme. Le refus de parvenir dérive des observations de Michelet dans son enquête *Le Peuple* (« Presque toujours ceux qui montent, y perdent, parce qu'ils se transforment ; ils deviennent mixtes, bâtards ; ils perdent l'originalité de leur classe sans gagner celle d'une autre. Le difficile n'est pas de monter mais en montant de rester soi[10]. »). Il est ensuite théorisé par Albert Thierry à la Belle époque pour incarner une morale héroïque de l’instituteur fils du peuple et du procès fait par cette mouvance à l’école républicaine[11]. L’analogie des situations peut constituer une réponse à l’un des défis de ces revues dans leur proximité avec les luttes populaires. Le jeu sur la figure de l’instituteur-artisan implique cette thématique, indiquant également la dimension principalement éducative du recours au XIX^{e} siècle en l’espèce. Dans la logique de la devise de l’Internationale, cette figure compose l’une des variantes des réflexions sur l’autodidaxie prégnantes dans l’ouvrage d’Edward P. Thompson. L’exhumation de l’instituteur-artisan est donc là tout autant tactique (elle est le lieu ou s’abolit la supériorité du spécialiste, question primordiale de ces collectifs) que dictée par le présupposé de l’égalité des intelligences.

La figure de l’instituteur-artisan compose donc une forme d’introduction à ce recours au XIX^{e} siècle ouvrier, tout du moins son exhumation par les *Révoltes logiques*, sa médiatisation par les

Cahiers du Forum-histoire. Elle convoque implicitement le rapport de l'intellectuel au peuple, pose la question de leur rapport, du porte-parolat, soit autant problématiques sur l'identité de la classe ouvrière, les voix du peuple [Rancière, 2003]. Elle ouvre la voie à la leçon jacotiste de Jacques Rancière sur l'émancipation, la distance toujours reconduite de l'enseignant à l'enseigné que signifie la savoir, soit une logique de domination intrinsèque au modèle scolaire de l'École [Rancière, 1997]. Mais ce que dit aussi cette figure sous la plume de Jean Chesneaux est également un rapport à l'époque : l'instituteur est l'une des figures récurrentes des discours de la seconde moitié de la décennie 1970. Il s'historicise par Pierre Nora à travers Ernest Lavisse, se manifeste médiatiquement dans la querelle de 1979 avec Alain Decaux, instituteur national [Chambarlhac, 2012]. Dans l'ordre scolaire, la fétichisation renouvelée du hussard noir dit la restauration d'un édifice civique ébranlé par Mai 68 ; lui opposer la figure évanescente de l'instituteur-artisan est en somme une critique de l'époque, de son École, comme une réflexion sur d'autres possibles de construction d'un savoir émancipateur, dégondés de toutes généalogie républicaine puisque celle-ci n'est là que le masque d'une restauration. Le retour / recours au XIX^{e} siècle est bien là une politique de l'histoire.

Usages donc…

Ce retour / recours au XIX^{e} siècle s'effectue aux feux de revues filles de 68 qui ne survivront pas à mai 81 (*Les Révoltes logiques, Cahiers du Forum-histoire*), sinon au prix d'une transformation du politique au culturel (*Le Peuple français* devenu *Gavroche* dont l'objet n'est plus que la culture populaire). Comment apprécier la politique de l'histoire de ces revues ? L'invention de la Deuxième gauche comme tradition du mouvement ouvrier français signifie un premier usage généalogique, sans grande prise sur le réel hors l'enceinte du parti socialiste. Au plus près d'une archéologie des textes et de leur usage dans l'historiographie, Antoine Prost peut s'emparer des *Révoltes logiques* pour conclure que ce travail collectif, palimpseste de l'œuvre de Jacques Rancière, accompagne le tournant de l'histoire sociale dans l'histoire culturelle [Prost, 2006 ; p. 13]. Un autre XIX^{e} siècle ouvrier s'apprécie ici, et ce qui fit la portée politique du recours à ce dernier dans la crise du marxisme devient dans le champ historique ré-appréciation des socialismes utopiques, et une des pratiques de l'histoire culturelle. Il faudrait alors incliner à la conclusion d'une séquence historique et politique de ces retours / recours forclose. Pour autant, deux citations peuvent troubler cette reconnaissance de l'apport de ce travail en forme de nécrologie :

« (…) ces pages [les textes des *Révoltes logiques*] opéraient déjà en leur temps un mélange des temps qui servait lui-même un mélange des genres : pour brouiller les certitudes du discours

militant, elles faisaient résonner dans les débats de l'après-68 des histoires et des figures d'un siècle passé. Le recours au temps n'explique donc rien. Le temps n'existe pas mais seulement des temps dont chacun est toujours lui-même une manière de lier plusieurs lignes de temps, plusieurs formes de temporalité. » [Rancière, 2003, p. 7]

« il est clair que mon travail théorique [Jacques Rancière, nda] a essayé de parler à travers les paroles des autres, de faire parler autrement en les « rephrasant », en les mettant en scène. Donc l'intérêt de ce livre est dans un certain art, dans le « rephrasage » qui fait que j'ai projeté dans le débat intellectuel de la France des années 80 tout un lexique et une rhétorique complètement « datés » et, à l'inverse, j'ai prêté à Jacotot, comme si elles étaient la base de sa réflexion, des raisons qui tenaient à l'analyse de la situation de la pensée de l'égalité dans la France des années 1980. Il fallait à la fois insérer le débat contemporain dans une alternative bien plus ancienne sur la question de l'égalité, donc supprimer la différence et faire jouer à l'égard de cette actualité l'étrangeté radicale de la position théorique de Jacotot, son inactualité à l'égard même de son propre temps, celui des débuts de la grande croisade pour « l'instruction du peuple » à laquelle il oppose l'émancipation intellectuelle. » [Rancière, 2009 ; p. 410]

Si le recours aux textes du XIX^{e} siècle dans leur discontinuité par *Les Révoltes logiques*, mais aussi dans les tentatives de production d'une autre pratique de l'histoire, d'une autre mémoire, dans son rapport à l'époque « rephrasent » son politique, il s'agit de prendre la mesure de ce « rephrasage ». Il peut s'assimiler à une épistémologie vandale dans le champ académique par le jeu sur les mots, le texte ; il indique surtout ce que dit le XIX^{e} siècle de la seconde moitié du XX^{e} siècle. Prendre au pied de la lettre les textes produits, reproduits – souvent sans discours d'escorte - marque que ce recours saisit la nouveauté sociale de la brèche ouverte par 68 – comme ses formes de digestion, codification, normalisation – par l'ancien. Ce que le mort saisit du vif c'est bien l'acte de décès d'une forme d'écriture du mouvement ouvrier au XX^{e} siècle, comme la ré-animation à des fins restauratrices d'une matrice républicaine identifiée dans le discours dominant à la III^{e} République. A ce point de la réflexion, il paraît impossible de signifier la clôture de cette séquence du recours au XIX^{e} siècle au mitan de la décennie 1980. Les discours et les philippiques contemporaines sur le roman national et l'École, comme les propos de la Bastille du Front de gauche, disent tous que le XIX^{e} siècle d'avant Jules Ferry mesure en creux la forme républicaine, qu'il s'agisse de la restaurer, de la dépasser.

Bibliographie

Témoignages

Jean Chesneaux, *L'engagement des intellectuels. Itinéraire d'un franc-tireur,* Toulouse, Privat, 2004.

Jean Chesneaux, « Le mouvement des « radical caucuses » dans les sciences humaines aux États-unis », *L'homme et la société*, n° 16, 1970, p. 3-26.

Daniel Lindenberg, *Choses vues. Une éducation politique autour de 68*, Paris, Bartillat, 2008.

Edmond Maire, « Jacques Julliard et la CFDT », In *Pour une histoire de la Deuxième gauche. Hommage à Jacques Julliard*, Paris, BNF, 2008.

Jacques Rancière, *Les Scènes du peuple*, Paris, Horlieu, 2003.

Jacques Rancière, *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1995 (1987).

Jacques Rancière, *Et tant pis pour les gens fatigués. Entretiens,* Paris, Amsterdam, 2009.

Jacques Rancière, *La Leçon d'Althusser,* Paris, La Fabrique, 2012.

Travaux

Vincent Chambarlhac, « Les prémisses d'une *restauration* ? L'histoire enseignée saisie par le politique », *Histoire@Politique*. *Politique, culture, société*, n° 16, janvier-avril 2012, www.histoire-politique.fr

Vincent Chambarlhac (a), « Les deux cultures : l'histoire du socialisme dans l'affrontement partisan », séminaire Marx au XXI^{e} siècle, 10 décembre 2011, http://vimeo.com/33533944, consulté le 25/03/2012.

Vincent Chambarlhac (b), « L'histoire par le bas contre le récit national ? D'une configuration des années 68 et de sa déliaison », intervention au séminaire « La fabrication du commun », Lyon, 7 octobre 2011. En ligne : http://aggiornamento.hypotheses.org/692, consulté le 26/03/2012.

Michael Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France*, Marseille, Agone, 2009.

Antoine Prost, « La centralité perdue de l'histoire ouvrière », In *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au XX^{e} siècle*, Paris, Seuil, 2006.

Eric Hobsbawm, Terence Ranger (dir), *L'invention de la tradition*, Paris, Amsterdam, 2006 (1983).

Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Complexe / Le Monde Diplomatique, 2005.

Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007.

Notes

1 Ce texte de Vincent Chambarlhac que *Dissidences* fait paraître dans sa revue électronique de l'été 2014 fut à l'origine écrit pour le séminaire « Histoire, socialisme et éducation, 1830-1914 », à l'Institut de la FSU, le 28 mars 2012.
2 Jacques Rancière, *La parole ouvrière*, Paris, La Fabrique, 2007, p. 337.
3 Cf. Jean Chesneaux, « Entendent-ils les sommations du présent ?», In *L'engagement des intellectuels. Itinéraire d'un franc-tireur,* Toulouse, Privat, 2004, p. 185.
4 Un radical caucus, c'est un groupement, plus ou moins formellement structuré, d'intellectuels de gauche qui mènent la lutte politique et idéologique à l'intérieur d'une discipline universitaire

donnée (histoire, sociologie, orientalisme). » [Chesneaux, 1970, p. 5].
5 *Le Peuple français*, n° 1, janvier / mars 1971.
6 « Les historiens proposent le concept de « histoire-guérilla », c'est-à-dire une recherche historique qui s'appuie sur l'expérience des simples gens, de leurs luttes, de leurs espoirs, au lieu de privilégier une documentation écrite qui conduit presque inévitablement à privilégier l'étude des appareils dirigeants et des classes dirigeantes ». [Chesneaux, 1970, p. 18]
7 Jacques Rancière, dans la postface qu'il donne à la réédition de *La parole ouvrière* (Paris, La Fabrique, 2007) écrit : « (…) *The Making of the English Working Class* d'Edward P. Thomson offrait le modèle d'une histoire du combat ouvrier intégrant toutes les dimensions politiques, sociales et culturelles d'une expérience historique, en traitant les ouvriers non plus en corps souffrants mais en êtres parlants et pensants » (p 338).
8 Jean Ruffet, « La liquidation des instituteurs-artisans », *Révoltes logiques*, n° 3, Automne 1976, p. 61-76.
9 *Ibid*.
10 Jules Michelet, *Le Peuple*, Paris, Garnier-Flammarion, 1974, p. 72.
11 Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier,* tome III (de 1921 à nos jours), Paris, Armand Colin, 1967, p. 267.